

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMPERIALES WHEELS (ex VENDOME BERRY)

BP 30230
69400 Villefranche-Sur-Saône

Références : Cessation usine Le Poinçonnet
Code AIOT : 0010003923

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement IMPERIALES WHEELS (ex VENDOME BERRY) implanté Route de Montluçon 36330 Le Poinçonnet. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la cessation d'activité de l'entreprise prononcée le 20 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPERIALES WHEELS (ex VENDOME BERRY)
- Route de Montluçon 36330 Le Poinçonnet
- Code AIOT : 0010003923
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPERIALES WHEELS souhaitait déplacer son activité de Diors sur l'ancien site historique des assurances AXA, dont elle a fait l'acquisition, et situé route de Montluçon sur la commune du Poinçonnet. Cette nouvelle usine de fabrication de roues en aluminium était basée sur un concept innovant sous la désignation de projet «FRUGAL ». Le projet FRUGAL intègre notamment les éléments suivants : • utilisation de l'énergie (type et consommation, durabilité) ; • élimination du gaspillage ; • réévaluation des méthodes traditionnelles pour ne fabriquer que ce qui est nécessaire ; • demande des équipementiers automobiles d'avoir des pièces et des roues à « empreinte carbone » nulle. Les rubriques de la nomenclature liées à ces activités sont les suivantes : 2565-2-a Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique (à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670) 2-a Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectés étant supérieur à 1500 l - Régime E2560-2 Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW - Régime DC2552-2 Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550)- 2. Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j - régime DC2561 Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliage- Régime DC2921-1-b Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW - Régime DCLe Tribunal de Commerce a prononcé la liquidation judiciaire de Imperiales Wheels le 20 juin 2024 (date de cessation d'activité totale et définitive). Ainsi, le liquidateur judiciaire (Alliance Mandataires Judiciaires) assurera le rôle de l'exploitant durant la phase de liquidation. Dans le cadre de la cessation d'activité du site, le processus engagé doit se conformer et suivre l'ensemble des étapes conformément à la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 07 décembre 2020 (ASAP) .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-39-2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV
Thème(s) : Autre, visite inspection avancement sur la mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
Constats : L'inspection constate que l'exploitant tient à jour un registre des déchets lié au site. L'électricité est toujours en service au sein du bâtiment Le gaz n'est plus en service au sein de l'établissement Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'attestation de mise en œuvre des mesures de sécurité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV
Thème(s) : Autre, visite inspection avancement sur la mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 2° Des interdictions ou limitations d'accès
Constats : L'inspection constate que l'ensemble du site est fermé à l'aide clôture rigide et d'un portail d'entrée. L'inspection constate que le bâtiment est fermé à clés le jour de la visite. L'exploitant signale qu'une société de surveillance réalise une fois par jour le tour du site. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'attestation de mise en œuvre des

mesures de sécurité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV
Thème(s) : Autre, visite inspection avancement sur la mise en securité du site
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : L'inspection ne constate pas de déchets permettant le risque d'incendie le jour de l'inspection. L'inspection constate la présence de machines et outils industriels liés à l'activité "Frugal" à l'intérieur et à l'extérieur du site. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'attestation de mise en œuvre des mesures de sécurité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV
Thème(s) : Autre, visite inspection avancement sur la mise en securité du site
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : Pour rappel, l'exploitant devra transmettre un mémoire de réhabilitation reprenant les éléments liés à une éventuelle pollution du site et les enjeux .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-39-2
Thème(s) : Autre, Usage futur
Prescription contrôlée : Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou

au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Constats :

Le courrier de notification de la cessation d'activité au Préfet par le mandataire judiciaire est directif ("l'usage futur sera non sensible de type industriel") alors que l'article R.512-39-2 demande que l'exploitant fasse part de ses propositions sur le ou les usages qu'il envisage pour les terrains.

L'usage futur n'est pas déterminé selon la procédure liée au 512-39-2 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours